



L'école sans l'apprentissage: Enseignements tirés de l'Éthiopie

Jemal Mohammed Adem, Alebel B. Weldesilassie

Mai 2024 /HCD-PBf-TT-003

Messages clés

- L'augmentation du niveau d'éducation n'a pas amélioré la productivité globale des travailleurs en Éthiopie.
- La suréducation est en hausse en Éthiopie.
- La politique de l'éducation doit passer de la quantité à la qualité.
- La transformation structurelle est fondamentale pour absorber le nombre croissant de diplômés.
- La coordination entre les institutions de formation et les industries doit être renforcée pour atténuer l'inadéquation de l'éducation.

Quels sont les enjeux ?

L'Éthiopie a atteint un taux de croissance économique remarquable de 11 % par an au cours des 12 dernières années. Parallèlement, le gouvernement éthiopien investit massivement dans l'éducation depuis au moins deux décennies et est parvenu à élargir l'accès à l'éducation à un rythme extraordinaire. En revanche, la qualité de l'enseignement est faible et, compte tenu de la tendance actuelle, le pays risque de ne pas atteindre l'objectif de l'ODD 4. Le nombre croissant de diplômés s'accompagne d'une transformation structurelle limitée de l'économie, le gouvernement ayant poursuivi pendant longtemps une stratégie de développement axée sur l'agriculture. Le secteur agricole et le secteur des services, avec des parts comparables, représentent 80 % du PIB, tandis que le secteur industriel n'en représente que 20 %, lui-même dominé par le secteur de la construction. En outre, le pays a connu une augmentation du taux de chômage et de sous-emploi des personnes instruites, tandis que les industries souffrent d'un manque de main-d'œuvre qualifiée et d'un taux élevé de rotation de la main-d'œuvre.

Pourquoi c'est important ?

Malgré la croissance économique et l'amélioration des résultats scolaires, la productivité du travail stagne. Il est clair que la croissance économique que l'Éthiopie a enregistrée au cours de la dernière décennie et demie ne peut être maintenue sans une amélioration de la productivité et une utilisation efficace de sa main-d'œuvre. Il est donc urgent de revoir le processus politique qui a conduit à ce problème et de veiller à ce que l'investissement dans l'éducation porte ses fruits et que la main-d'œuvre soit engagée de manière productive.

Résumé des preuves et des recommandations politiques

Malgré une croissance économique considérable et l'amélioration des résultats scolaires, l'Éthiopie connaît une hausse du chômage et du sous-emploi des personnes qualifiées. Parallèlement, la productivité globale stagne et les industries existantes sont confrontées à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et à un taux élevé de rotation de la main-d'œuvre. Les résultats montrent que le niveau élevé d'investissement dans l'élargissement de l'accès à l'éducation, face à une transformation structurelle limitée, a conduit à une

inadéquation entre l'éducation et la profession et à une contribution limitée du capital humain à la croissance économique globale de l'Éthiopie. Pour résoudre ces problèmes, le gouvernement doit mettre en œuvre les actions suivantes.

- i. Faire passer l'investissement dans l'éducation de la quantité à la qualité. Le gouvernement éthiopien a investi massivement dans les infrastructures éducatives et a élargi l'accès à l'éducation, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur. Bien que cet effort ait porté ses fruits en augmentant le taux de scolarisation et en éliminant efficacement la sous-éducation de la main-d'œuvre, l'augmentation des résultats scolaires n'a pas permis d'améliorer la productivité globale. Cependant, l'augmentation des résultats scolaires n'a pas amélioré la productivité globale de la main-d'œuvre. Cela pourrait être dû à la mauvaise qualité de l'éducation. Par conséquent, le gouvernement devrait concentrer ses investissements sur l'amélioration de la qualité plutôt que sur l'augmentation de la quantité. Les mesures spécifiques à prendre consisteraient à élargir l'accès aux possibilités d'apprentissage pré-primaire et de la petite enfance, aux procédures d'examen d'entrée à l'université, aux examens de fin d'études et à la certification professionnelle, à la prévention de la falsification des diplômes, à l'amélioration de la situation économique et sociale des enseignants, à la réduction du nombre d'élèves par enseignant, à l'augmentation des investissements dans les infrastructures scolaires, ainsi qu'à la redevabilité et à la réactivité de l'administration scolaire.
- ii. Renforcer la coordination entre les industries et les institutions de formation dans la conception des programmes d'études et la promotion de stages efficaces. Les industries souffrent d'un manque de main-d'œuvre qualifiée pour les postes professionnels et d'un taux élevé de rotation de la main-d'œuvre pour les postes non professionnels. Dans le premier cas, les diplômés n'ont pas les compétences professionnelles requises pour occuper des emplois de haut niveau, mais dans le second cas, ils sont surqualifiés pour ces emplois. Il est donc important d'atténuer cette inadéquation entre l'éducation et la profession en améliorant la collaboration entre l'industrie et les établissements de formation. L'un des mécanismes permettant d'y parvenir serait un système de stages bien planifié. En outre, les programmes d'études des établissements d'enseignement supérieur doivent être élaborés dans le cadre d'une consultation mutuelle entre le ministère de l'éducation, le ministère de l'industrie et le ministère du travail et du développement des compétences.

iii. Promouvoir la transformation structurelle vers l'industrie afin de créer des emplois adéquats et d'améliorer la productivité et d'utiliser la main-d'œuvre qualifiée. Bien que l'Éthiopie ait beaucoup investi dans l'éducation, l'économie n'a pas été en mesure d'absorber les nouveaux diplômés en raison de la prédominance de l'agriculture dans l'économie. Le gouvernement promeut depuis longtemps un développement économique basé sur l'agriculture, le développement de l'agriculture à petite échelle étant la pierre angulaire du processus de développement. Cependant, les nouveaux diplômés ne disposent pas de suffisamment de terres pour travailler et cherchent des opportunités d'emploi dans les centres urbains. Le secteur manufacturier est toutefois trop petit pour absorber les nouveaux diplômés. Le gouvernement doit donc investir davantage dans la création d'emplois dans le secteur industriel afin d'absorber les nouveaux diplômés.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts

basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org